

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RENOUVELLEMENT AGRÉMENT VÉHICULES HORS D'USAGE

EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2012

RELATIF AUX AGRÉMENTS DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE DE POLLUTION, DE
DEMONTAGE, DE DECOUPAGE OU DE BROYAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE

ET DEMANDE D'AUGMENTATION DU NOMBRE DE VHU ADMIS SUR LE SITE

SOCIÉTÉ BEAUFILS RECUPERATION

COMMUNE DE NOGENT-LE-ROTRON

Par lettre du 29 novembre 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR2800009D pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU») et la demande d'augmentation de la capacité de traitement de VHU présentées par la société BEAUFILS RECUPERATION située 13 rue de la Bruyère sur le territoire de la commune de Nogent-le-Rotrou.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

c) Demande d'augmentation du nombre de VHU admis sur le site

La société BEAUFILS RECUPERATION sollicite la modification du nombre de VHU pouvant être admis sur le site. La quantité maximale de VHU pouvant être admis sur le site est de 500 unités par an. L'exploitant souhaite augmenter le nombre de VHU à dépolluer et en transit à 750.

L'article R. 512-33 II du Code de l'environnement dispose que toute modification apportée par le demandeur de l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société BEAUFILS RECUPERATION dont le siège social est situé 13 Rue de la Bruyère – 28400 Nogent-le-Rotrou exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement situé à la même adresse.

Les Etablissements BEAUFILS Elie ont été autorisés à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 15 octobre 1984, sous les rubriques 286 et 329 de la nomenclature des installations classées et par arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2007.

La société BEAUFILS RECUPERATION a été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2010 à poursuivre l'exploitation d'un stockage et des activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux et d'un centre de tri et de transit de déchets industriels banals et d'emballages

ménagers. Cet arrêté vaut également agrément pour la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

La société BEAUFILS RECUPERATION reçoit des véhicules hors d'usage remis majoritairement par des particuliers, des garages et des « centres VHU » agréés en provenance principalement des départements de l'Eure-et-Loir, de l'Orne, de la Sarthe pour une proportion de 95% environ et d'autres départements pour une proportion de 5% environ.

La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 500 unités par an. L'exploitant souhaite augmenter le nombre de VHU à dépolluer et en transit à 750.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU.

A ce titre l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 25 mai 2007 et arrivant à échéance le 25 mai 2013.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE BEAUFILS RECUPERATION

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société BEAUFILS RECUPERATION a été reçu en Préfecture le 23 novembre 2012 et a été complété par des informations ou documents reçus les 25 mars 2013 et 9 avril 2013.

Ce dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

L'exploitant souhaite augmenter le nombre de VHU admis à 750. Les VHU sont expédiés chez un broyeur agréé, la société PASSENAUD RECYCLAGE à Champagné (72).

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme AFNOR CERTIFICATION suite à une visite en date du 19 avril 2012. Cet organisme est accrédité COFRAC pour la certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une zone aménagée pour la dépollution des véhicules hors d'usage sous un auvent équipé notamment d'un portique et d'une unité permettant de récupérer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU.

Un opérateur de la société BEAUFILS RECUPERATION dispose d'une attestation d'aptitude l'autorisant à récupérer les fluides des systèmes de climatisation des véhicules. L'exploitant a produit un document de la société AFNOR CERTIFICATION du 8 avril 2013 confirmant que la demande d'attestation de capacité de catégorie V prévue au point 14° de l'arrêté du 2 mai 2012 est en cours de traitement.

Sur les trois dernières années, le chiffre d'affaires ainsi que le résultat de la société BEAUFILS RECUPERATION sont en progression.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant prévoit le respect de ses obligations en récupérant les pneumatiques, les pare-chocs, pare-brises et pots catalytiques pour respecter les taux prévus au 11° de l'annexe I et en collaborant avec la société PASSENAUD REECYCLAGE située à Champagné (72) pour respecter les taux prévus au 12° de l'annexe I.

4. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AUGMENTATION DU NOMBRE DE VHU ADMIS SUR LE SITE PRESENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ BEAUFILS RECUPERATION

La société BEAUFILS RECUPERATION a transmis un dossier de modification des conditions d'exploitation conformément à l'article R. 512-33 II du Code de l'environnement.

La société BEAUFILS RECUPERATION a étudié l'évolution des impacts et des rejets liés à l'augmentation de l'activité de dépollution des VHU ainsi que l'évolution des risques liés à cette augmentation.

Le projet n'a pas ou peu d'impact :

- sur la consommation d'eau : le traitement des VHU n'utilise pas d'eau ;
- sur les rejets aqueux : flux identique traité par un séparateur d'hydrocarbures assurant une concentration maximale de 5 mg/l en hydrocarbures ;
- sur les rejets atmosphériques : l'activité de dépollution des VHU n'engendre pas d'émissions atmosphériques, les seules émissions atmosphériques sont liées à la circulation des véhicules sur le site ;
- sur le trafic routier : le trafic actuel est de 50 véhicules/jour. L'augmentation du trafic est estimée au maximum à 2 véhicules par jour ;
- sur le bruit : l'activité de dépollution des VHU ne génère pas de nuisances sonores particulières, une étude réalisée en juin 2011 montre que les niveaux sonores respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2010. L'exploitant indique que le trafic du site suite au projet, ne sera pas augmenté significativement au regard des voies de circulation voisines et indique que ce point pourra être vérifié lors de la prochaine campagne de mesure des niveaux sonores à réaliser en 2014 ;
- sur les déchets : la quantité maximale stockée ne sera pas augmentée mais la fréquence d'enlèvement sera plus importante ;
- sur le risque incendie, la quantité de VHU et de déchets générés par la dépollution des VHU stockée sur le site, ne sera pas augmentée. Ce sera la fréquence des rotations des déchets qui le sera. L'exploitant s'engage à dépolluer en moyenne 20 véhicules par semaine et à stocker au maximum 20 VHU non dépollués sur le site.

De ce qui précède, la modification considérée n'est pas considérée comme substantielle et les modifications apportées à l'installation font l'objet de prescriptions complémentaires.

5. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport établi le 19 avril 2012 par l'organisme AFNOR CERTIFICATION n'a pas mis en évidence de non-conformité ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société BEAUFILS RECUPERATION située à Nogent-le-Rotrou.

L'inspection des installations classées propose d'augmenter le nombre de véhicules hors d'usage à dépolluer pouvant être admis sur site ou en simple transit sur le site à 750 véhicules.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges Centre VHU défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

--==--